

Debout, les travailleurs ont soif de justice

Il y a longtemps que Marseille n'avait pas vu dans ses rues pareille marée humaine (45 000, selon la CGT, 7 000 de source policière) pour dire « stop à l'austérité, pour la défense de notre protection sociale, nos emplois, nos salaires, nos retraites et l'abandon du projet Macron », indique la banderole de tête signée CGT, FO, FSU, Solidaires.

Une unité dont rêvaient l'ensemble des salarié(e)s touchés par des politiques mortifères pour la vie des gens et qui est bien réelle, tant pis pour les absents. Ce militant de FO tout comme Alexandra de la CGT se bat contre la fermeture du centre de la sécurité sociale à Tarascon avec le collectif de soutien « Gardons notre sécu ». 9 000 signatures recueillies au bas d'une pétition et 16 communes solidaires parce que les populations ont besoin d'un service public de proximité. En écho, des voix redoublent d'intensité, le mégaphone donne le rythme : « La sécu, elle est à nous, on s'est battu pour la gagner, on se battra pour la garder ! ». C'est la pêche du côté des hospitaliers, les blouses blanches de l'APHM chantent, sautent et courent pour sauver les hôpitaux publics du plan antisocial qui les condamnent à mort. On tambourine derrière le calicot « Non à la fermeture de Nexcis par EDF ». 80 ingénieurs, techniciens, ouvriers de Rousset luttent pour maintenir leur société, filiale d'EDF, spécialisée dans les énergies renouvelables, avec un produit révolutionnaire, le BIPV, produisant de l'énergie à travers les vitres intégrées aux bâtiments comme si notre société n'avait pas besoin d'innovation écologique. « Après

avoir investi, EDF liquide l'entreprise, quel gâchis ! » dénoncent-ils au son d'un petit tambour. Les territoriaux de tout le département ont fait le déplacement et les résistantes tatas marseillaises continuent d'exiger des moyens humains. « A force d'austérité, de dépression et de déshérence, on crée une société violente, on ne règlera rien par le tout sécuritaire mais bien en redon-

Plusieurs milliers de manifestant(e)s dans les rues marseillaises pour défendre les droits sociaux et dire que tout le monde a sa place dans une société égalitaire, solidaire et juste.

Reportage
Piedad Belmonte

nant des perspectives aux gens » opine, Francoise. Il n'y a pas que les manifestant(e)s qui sont rouges de colère et d'envie de vivre une vraie vie, la musique aussi : Bandiera rossa, los Fralibos, el Pueblo unido, le Chifon rouge, Je rêvais d'un autre monde, Antisocial. Comme Céline, habillée en guerillera de la tête aux pieds : bérêt étoilé, sac du Che en bandoulière, « Si le Che était vivant, on serait plus nombreux, on devient les esclaves de la finance et on n'est pas en-

core des millions à se révolter ». Amparo, retraitée, n'est pas moins révolutionnaire. « La loi Macron, c'est inimaginable, tout pour les patrons, rien pour le monde du travail, il nous restera que les yeux pour pleurer. Le gouvernement socialiste est le paillason du capital ». Le NPA pointe un horizon : « Pour sortir de leurs crises, sortons du capitalisme ». Et les jeunes communistes, avec le marteau et la faucille sur fond de banderole, fustigent la misère et la précarité. A côté, les lycéennes de Saint-Charles refusent la loi Macron qui menace leurs droits comme futurs travailleuses. Travailleurs en lutte de la Centrale de Gardanne, Alteo, Air-France, services publics de l'Etat, EDF, finances publiques, privés d'emploi, Coca-Cola, Saint-Louis Sucre, SNCF, Grand Port Maritime de Marseille, Insee, Pétrochimie, missions locales de l'emploi, Chrysalide, prisons, Orange, Poste, construction, Prud'hommes, La Marseillaise, chacun(e) y va de ses slogans qui résument un combat. Ceux et celles du commerce exigent le dimanche libre et un vrai salaire.

Employée de rayon à Casino, Véronique est convaincue que « c'est possible si les salariés prennent conscience que c'est eux les créateurs des richesses ». Un tract CGT alerte : 317 milliards d'euros dilapidés par le gouvernement entre les exonérations de cotisations, le Cice, le pacte de responsabilité et les dividendes versés aux actionnaires. « La fermeture des accueils : Caf, Carsat, sécu, poste, impôts vise à enterrer la culture du service public, analyse Frédéric, en privilégiant une approche mercantile du service public au détriment des gens qui en

ont le plus besoin ». Visible dans le ciel, le traditionnel ballon de la FSU avec les drapeaux flottant aux sigles du Snes et du Snuipp. Non loin, les couleurs vives de Solidaires ferment la marche. Plus avant, les salariés de FO forment un corps serré avec majoritairement présents les salarié(e)s du secteur public. Les Fralib à la tête de leur Scop Ti sont la preuve vivante qu'on peut se passer des patrons et des multinationales. « SNCM, scandale d'Etat », les marins ferraillent pour poursuivre la navigation. Le 22 avril, toutes les compagnies maritimes seront en grève contre les sociétés de manning, de moins disant social et fiscal, qu'entend légaliser la loi Macron. Les Moulins Maurel, qui protègent de la liquidation leur usine depuis bientôt 17 mois, croient dur comme fer à la solidarité. Privé d'emploi, Claude dénonce le contrat de travail zéro heure britannique avec des salarié(e)s disponibles 24h sur 24, 7 jours sur 7, « c'est pas pour autant que ça va bien, la flexibilité ne fait pas repartir la machine ! ».

Véronique du PG porte haut le drapeau grec « Il ne faut pas qu'ils cèdent. C'est un espoir pour nous, ils montrent qu'il y a des alternatives, qu'on ne doit pas renoncer à un autre monde ». Debout, unis, solidaires et dignes, à l'image des dockers et de tous les travailleurs qui gardent la tête haute.



Retrouvez notre vidéo de la manifestation de jeudi à Marseille sur lamarseillaise.fr en flashant ce QR Code